

CONV 742/03

CONTRIB 325

BEGELEIDENDE NOTA

van: het secretariaat

aan: de Conventie

Betreft: Bijdrage van de waarnemers van het Comité van de Regio's bij de Conventie:
- "Het toekomstige deel III van de Grondwet"

De secretaris-generaal van de Conventie heeft van de heren Chabert, Dammeyer en Dewael, en van mevrouw du Granrut, mevrouw Martini en mevrouw Valcarel Siso, waarnemers van het Comité van de Regio's bij de Conventie, de bijgaande bijdrage ontvangen.

**CONTRIBUTION DE LA DELEGATION DU COMITE DES REGIONS A LA CONVENTION
EUROPEENNE**

**M. J.CHABERT
M. M.DAMMEYER
M. P.DEWAEL
Mme C. du GRANRUT
M. C.MARTINI
M. R. VALCARCEL SISO**

SUR LA FUTURE PARTIE III DE LA CONSTITUTION

Les modalités de finalisation de cette troisième partie de la Constitution n'ayant pas encore été définies par le Præsidium, nous avons décidé en notre qualité de représentants du Comité des régions à la Convention de présenter sous forme de contribution quelques propositions d'amendements. En effet, après avoir pris connaissance des rapports d'experts désignés par les services juridiques du Parlement européen, du Conseil, et de la Commission européenne et notamment la dernière version du 12 mai 2003, nous considérons que des modifications substantielles doivent être apportées sur certaines dispositions.

Ces amendements dépassent le cadre strictement juridique et technique et procèdent d'une volonté politique de transcrire dans les procédures et les politiques de l'Union les approches consensuelles qui se sont dégagées lors des débats en session plénière de la Convention et notamment celle du 7 février 2003 sur l'importance qui doit être accordée à la dimension locale et régionale dans l'Union européenne.

C'est pourquoi, les amendements déposés par la délégation du CdR à la Convention sur le document intitulé "Les politiques et la mise en œuvre des actions de l'Union" (doc. CONV 618/03 et CONV 729/03) de la future constitution ont trois finalités :

- la reconnaissance du rôle des autorités locales et régionales dans la formulation, la mise en oeuvre et l'évaluation des politiques communautaires;
- l'élargissement de la consultation du CdR à des politiques de l'Union qui ont un impact territorial et vis-à-vis desquelles les autorités locales et régionales sont concernées au niveau de leur élaboration et de leur mise en œuvre^(*);
- le renforcement du poids politique et institutionnel du CdR dans le processus décisionnel communautaire.

Nous demandons par conséquent au Præsidium ainsi qu'à tous les conventionnels de prendre en considération notre contribution afin que la future Constitution reflète l'organisation des pouvoirs publics aux niveaux local, régional et national au sein de l'Union européenne élargie qui comprendra près de 100 000 collectivités territoriales dont "les assemblées élues et les exécutifs ont le droit et la capacité effective de régler et de gérer dans le cadre de la loi nationale sous leur propre responsabilité et au profit de leurs populations une part importante des affaires publiques"^(*).

**CONTRIBUTION OF THE DELEGATION OF THE COMMITTEE OF THE REGIONS TO THE
EUROPEAN CONVENTION**

**M. J.CHABERT
M. M.DAMMEYER**

^(*) Cf.: Article 3.1 de la Charte européenne de l'autonomie locale (self government) du Conseil de l'Europe. CONV 518/03

M. P.DEWAEL
Mme C. du GRANRUT
M. C.MARTINI
M. R. VALCARCEL SISO

ON THE FUTURE PART III OF THE CONSTITUTION

Given that the methods of finalising this third part of the constitution having not yet been decided by the Praesidium, we have decided as the representatives of the Committee of the Regions at the Convention to present as a contribution, several proposed amendments. In fact, having taken note of the report of the experts appointed by the legal service of the European Parliament, the Council and the European Commission, in particular the latest report presented to the Praesidium on May 7th, we consider that substantial modifications should be made to certain measures.

These amendments go beyond the strictly legal and technical framework and come from a political will to set down the procedures and policies of the Union where consensus has been reached in the Convention Plenary Session debates, especially that of February 7th last, on the importance which should be granted to the local and regional dimension in the European Union.

It is for this reason that the amendments submitted by the CoR delegation to the convention on the document entitled "Union policies and their implementation" (doc. CONV 618/03 and CONV 729/03) of the future constitution have three aims:

- The recognition of the role of local and regional authorities in the formulation, the application and the evaluation of the community policies
- The broadening of the consultation of the CoR on Union policies having a territorial impact and on which local and regional authorities are involved at the level of drawing up and implementation
- The strengthening of the political and institutional power of the CoR in the Community decision-making process

Therefore we request the Praesidium, as well as all the member of the convention, to take into account our contribution in order for the future Constitution to reflect the organisation of public powers at a local, regional and national level in an enlarged European Union which will comprise nearly 100 000 regional or local authorities, of which "the elected assemblies and executives have "the right and the ability [...] within the limits of the law, to regulate and manage a substantial share of public affairs under their own responsibility and in the interests of the local population." ¹

¹ Cf. Article 3(1) of the European Charter of Local Self-Government of the Council of Europe (CONV 518/03)

PROPOSITIONS D'AMENDEMENTS SUR LA DEUXIÈME PARTIE
" LES POLITIQUES ET LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS DE L'UNION"
DE L'AVANT-PROJET DU TRAITÉ CONSTITUTIONNEL
ÉLABORÉS SUR LA BASE DU
2^{ÈME} RAPPORT DES EXPERTS DÉSIGNÉS PAR LES SERVICES JURIDIQUES DU PARLEMENT
EUROPÉEN, DU CONSEIL ET DE LA COMMISSION

(CONV 729/03 – CONV 618/03)

DÉLÉGATION DU COMITÉ DES RÉGIONS
AUPRÈS DE LA CONVENTION EUROPÉENNE

M.J.CHABERT
M.M.DAMMEYER
M.P.DEWAELE
Mme C. du GRANRUT
M.C.MARTINI
M.R.VALCARCEL SISO

19-05-2003

FICHE AMENDEMENT 1

II ÈME PARTIE : LES POLITIQUES ET LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS DE L'UNION

Proposition d'amendement pour la : Clause 3

Déposée par: M.J.CHABERT

M.M.DAMMEYER

M.P.DEWAEL

Mme C. du GRANRUT

M.C.MARTINI

M.R.VALCARCEL SISO

Qualité : - Membre - Suppléant - Observateur

Sans préjudice des [articles 73, 86 et 87], et eu égard à la place qu'occupent les services d'intérêt économique général ~~parmi les valeurs communes de l'Union~~ en tant que services auxquels tous dans l'Union attribuent une valeur² ainsi qu'au rôle qu'ils jouent dans la promotion de sa cohésion sociale et territoriale de l'Union, la Communauté l'Union et ses États membres ainsi que leurs autorités régionales et locales, chacun dans les limites de leurs compétences respectives et dans les limites du champ d'application du présent traité de la Constitution, veillent à ce que ces services fonctionnent sur la base de principes et dans des conditions qui leur permettent d'accomplir leurs missions.

² Formule prévue par le mandat complémentaire du 2 avril 2003.

FICHE AMENDEMENT 2

II ÈME PARTIE : LES POLITIQUES ET LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS DE L'UNION

Proposition d'amendement pour la : Clause 9

Déposée par: M.J.CHABERT

M.M.DAMMEYER

M.P.DEWAELE

Mme C. du GRANRUT

M.C.MARTINI

M.R.VALCARCEL SISO

Qualité : - Membre - Suppléant - Observateur

1. — ~~Tout citoyen de l'Union résidant dans un État membre dont il n'est pas ressortissant a le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales dans l'État membre où il réside, dans les mêmes conditions que les ressortissants de cet État. Ce droit³ sera exercé sous réserve des modalités arrêtées par le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen; ces modalités peuvent prévoir des dispositions dérogatoires lorsque des problèmes spécifiques à un État membre le justifient.~~

2. — ~~Sans préjudice des dispositions de [l'article 190, paragraphe 4], et des dispositions prises pour son application, tout citoyen de l'Union résidant dans un État membre dont il n'est pas ressortissant a le droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen dans l'État membre où il réside, dans les mêmes conditions que les ressortissants de cet État. Ce droit sera exercé sous réserve des modalités, arrêtées par le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen;~~ Une loi ou une loi-cadre européenne du Conseil établit les modalités d'exercice du droit, visé à [l'article (...)⁴], pour tout citoyen de l'Union de vote et d'éligibilité aux élections municipales et aux élections au Parlement européen dans l'État membre où il réside. Le Conseil statue à l'unanimité après consultation du Parlement européen et du Comité des régions. Ces modalités peuvent prévoir des dispositions dérogatoires lorsque des problèmes spécifiques à un État membre le justifient.

³ La première phrase des paragraphes 1 et 2 de l'article 19 est supprimée et remplacée par le projet d'article "citoyenneté" de la partie I (article 7(2), 2ème tiret CONV 528/03).

⁴ Insérer référence à l'article "droit de vote/éligibilité élections municipales et PE" de la partie I (article 7(2) CONV 528/03).

II ÈME PARTIE : LES POLITIQUES ET LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS DE L'UNION

Proposition d'amendement pour les : Clauses 12, 18, 22, 31, 51, 52, 53, 69, 70, 73, 94, 100 § 3, 111, 112, 113, 114, 116, et 126

Déposée par: M.J.CHABERT

M.M.DAMMEYER

M.P.DEWAEL

Mme C. du GRANRUT

M.C.MARTINI

M.R.VALCARCEL SISO

Qualité : - ~~Membre~~ - ~~Suppléant~~ - Observateur

Prévoir pour toutes ces clauses la consultation du Comité des régions.

FICHE AMENDEMENT 4

II ÈME PARTIE : LES POLITIQUES ET LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS DE L'UNION

Proposition d'amendement pour la : Clause 19

Déposée par: M.J.CHABERT

M.M.DAMMEYER

M.P.DEWAEL

Mme C. du GRANRUT

M.C.MARTINI

M.R.VALCARCEL SISO

Qualité : - ~~Membre~~ - ~~Suppléant~~ - Observateur

Modifier le texte de cette phrase comme suit :

Les États membres et leurs autorités régionales et locales favorisent, dans le cadre d'un programme commun, l'échange de jeunes travailleurs.¹

FICHE AMENDEMENT 5

II ÈME PARTIE : LES POLITIQUES ET LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS DE L'UNION

Proposition d'amendement pour la : Clause 23

Déposée par: M.J.CHABERT

M.M.DAMMEYER

M.P.DEWAEL

Mme C. du GRANRUT

M.C.MARTINI

M.R.VALCARCEL SISO

Qualité : - Membre - ~~Suppléant~~ - Observateur

Ajouter au second paragraphe :

~~Sont exceptées de l'application des dispositions du~~ Le présent chapitre ne s'applique pas, en ce qui concerne l'État membre intéressé, ~~les~~-aux activités participant dans cet État, même à titre occasionnel, à l'exercice de l'autorité publique.¹

~~Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission,~~ La loi ou la loi-cadre européenne⁵ après consultation du Comité des régions **peut excepter certaines activités de l'application des dispositions du présent chapitre.**

⁵ Passage à la codécision, conformément au mandat complémentaire du 29 avril 2003.

II ÈME PARTIE : LES POLITIQUES ET LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS DE L'UNION

Proposition d'amendement pour la : Clause 24 alinéa 2

Déposée par: M.J.CHABERT

M.M.DAMMEYER

M.P.DEWAEL

Mme C. du GRANRUT

M.C.MARTINI

M.R.VALCARCEL SISO

Qualité : - ~~Membre~~ - ~~Suppléant~~ - Observateur

Ajouter :

2. ~~Le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251, arrête des directives pour~~
La loi-cadre européenne ~~la coordination des~~, après consultation du Comité des régions, coordonne les
~~dispositions précitées~~ nationales visées au paragraphe 1.

II ÈME PARTIE : LES POLITIQUES ET LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS DE L'UNION

Proposition d'amendement pour la : Clause 25 alinéa 1

Déposée par: M.J.CHABERT

M.M.DAMMEYER

M.P.DEWAEL

Mme C. du GRANRUT

M.C.MARTINI

M.R.VALCARCEL SISO

Qualité : - ~~Membre~~ ~~Suppléant~~ - Observateur

Ajouter :

1. ~~Afin de faciliter~~ La loi-cadre européenne, après consultation du Comité des régions, facilite l'accès aux activités non salariées et leur exercice, ~~le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251, arrête des directives.~~ Elle vise à :

II ÈME PARTIE : LES POLITIQUES ET LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS DE L'UNION

Proposition d'amendement pour la : Clause 28 alinéa 2

Déposée par: M.J.CHABERT

M.M.DAMMEYER

M.P.DEWAEL

Mme C. du GRANRUT

M.C.MARTINI

M.R.VALCARCEL SISO

Qualité : - Membre - Suppléant - Observateur

Ajouter au second alinéa :

~~Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission,~~ La loi ou la loi-cadre européenne⁶ après consultation du Comité des régions **peut étendre le bénéfice des dispositions du présent chapitre aux prestataires de services ressortissants d'un État tiers et établis à l'intérieur de la Communauté l'Union.**

⁶ Passage à la codécision, conformément au mandat complémentaire du 29 avril 2003.

FICHE AMENDEMENT 9

II ÈME PARTIE : LES POLITIQUES ET LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS DE L'UNION

Proposition d'amendement pour la : Clause 32 alinéa 2

Déposée par: M.J.CHABERT

M.M.DAMMEYER

M.P.DEWAEL

Mme C. du GRANRUT

M.C.MARTINI

M.R.VALCARCEL SISO

Qualité : - ~~Membre~~ - ~~Suppléant~~ - Observateur

Compléter la phrase :

**La Commission adresse aux États membres intéressés des recommandations à cet effet après
consultation du Comité des régions.**

FICHE AMENDEMENT 10

II ÈME PARTIE : LES POLITIQUES ET LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS DE L'UNION

Proposition d'amendement pour la : Clause 62

Déposée par: M.J.CHABERT

M.M.DAMMEYER

M.P.DEWAEL

Mme C. du GRANRUT

M.C.MARTINI

M.R.VALCARCEL SISO

Qualité : - Membre - ~~Suppléant~~ - Observateur

Ajouter à la fin de cet alinéa :

- e) **les autres catégories d'aides déterminées par** des règlements ou des **décisions ~~de~~ européens**⁷
adoptés par le **Conseil, ~~statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission~~ après**
consultation du Comité des régions.

⁷ Actes non législatifs, conformément au mandat complémentaire du 29 avril 2003.

Proposition d'amendement pour la : Clause 63

Déposée par: **M.J.CHABERT**

M.M.DAMMEYER

M.P.DEWAEL

Mme C. du GRANRUT

M.C.MARTINI

M.R.VALCARCEL SISO

Qualité : - Membre - Suppléant - Observateur

Modifier la clause comme suit :

1. La Commission procède avec les États membres à l'examen permanent des régimes d'aides existant dans ces États. Elle propose à ceux-ci les mesures utiles exigées par le développement progressif ou le fonctionnement du marché ~~eommun~~ intérieur, après consultation du Comité des régions.
2. Si, après avoir mis les intéressés en demeure de présenter leurs observations, la Commission constate qu'une aide accordée par un État membre ou l'une de ses autorités régionales ou locales ou au moyen de ressources d'État ou d'autorités régionales et locales n'est pas compatible avec le marché ~~eommun~~ intérieur aux termes de [l'article 87], ou que cette aide est appliquée de façon abusive, elle ~~décide~~ adopte une décision européenne visant à ce que l'État ou l'autorité régionale ou locale intéressé ~~doit~~ la supprimer ou la modifier dans le délai qu'elle détermine.

Si l'État en cause ne se conforme pas à cette décision européenne dans le délai imparti, ou s'il n'a pas pris les mesures nécessaires pour que les autorités régionales ou locales s'y soient conformées, la Commission ou tout autre État membre intéressé peut saisir directement la Cour de justice, par dérogation aux [articles 226 et 227].

Sur demande d'un État membre, le Conseil, ~~statuant à l'unanimité,~~ peut ~~décider~~ adopter à l'unanimité une décision européenne selon laquelle qu'une aide, instituée ou à instituer par cet État ou l'une de ses autorités régionales ou locales, doit être considérée comme compatible avec le marché eommun intérieur, en dérogation des dispositions de [l'article 87] ou des règlements européens prévus à [l'article 89], si des circonstances exceptionnelles justifient une telle décision. Si, à l'égard de cette aide, la Commission a ouvert la procédure prévue au présent paragraphe, premier alinéa, la demande de l'État intéressé adressée au Conseil aura pour effet de suspendre ladite procédure jusqu'à la prise de position du Conseil.

Toutefois, si le Conseil n'a pas pris position dans un délai de trois mois à compter de la demande, la Commission statue.

3. La Commission est informée par les Etats membres et leurs autorités régionales ou locales, en temps utile pour présenter ses observations, des projets tendant à instituer ou à modifier des aides. Si elle estime qu'un projet n'est pas compatible avec le marché ~~eommun~~ intérieur, aux termes de [l'article 87], elle ouvre sans délai la procédure prévue au paragraphe ~~précédent~~ 2. L'État

membre intéressé et ses autorités régionales ou locales ne peuvent mettre à exécution les mesures projetées, avant que cette procédure ait abouti à une décision finale.

II ÈME PARTIE : LES POLITIQUES ET LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS DE L'UNION

Proposition d'amendement pour la : Clause 64

Déposée par: M.J.CHABERT

M.M.DAMMEYER

M.P.DEWAEL

Mme C. du GRANRUT

M.C.MARTINI

M.R.VALCARCEL SISO

Qualité : - ~~Membre~~ - ~~Suppléant~~ - Observateur

Ajouter à la fin du paragraphe :

Le Conseil, ~~statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen,~~ peut adopter ~~prendre tous~~ des règlements européens⁸ ~~utiles en vue de~~ pour l'application des [articles 87 et 88] et pour fixer notamment les conditions d'application de[l'article 88, paragraphe 3,] et les catégories d'aides qui sont dispensées de cette procédure. Il statue après consultation du Parlement européen et du Comité des régions.

⁸ Actes non législatifs, conformément au mandat complémentaire du 29 avril 2003.

FICHE AMENDEMENT 13

II ÈME PARTIE : LES POLITIQUES ET LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS DE L'UNION

Proposition d'amendement pour la : Clause 72

Déposée par: M.J.CHABERT

M.M.DAMMEYER

M.P.DEWAEL

Mme C. du GRANRUT

M.C.MARTINI

M.R.VALCARCEL SISO

Qualité : - ~~Membre~~ - ~~Suppléant~~ - Observateur

La Commission établit, chaque année, un rapport sur l'évolution de la réalisation des objectifs visés à [l'article 136], y compris la situation démographique dans la Communauté l'Union. Elle transmet ce rapport au Parlement européen, au Conseil, au Comité des régions et au Comité économique et social.

~~Le Parlement européen peut inviter la Commission à établir des rapports sur des problèmes particuliers concernant la situation sociale.~~⁹

⁹ Cet alinéa est identique au second alinéa de l'article 145, et pourrait dès lors être supprimé.

FICHE AMENDEMENT 14

II ÈME PARTIE : LES POLITIQUES ET LA MISE EN OEUVRE DES ACTIONS DE L'UNION

Proposition d'amendement pour la : clause 78 alinéa 1
clause 78 alinéa 2

Déposée par: **M.J.CHABERT**

M.M.DAMMEYER

M.P.DEWAEL

Mme C. du GRANRUT

M.C.MARTINI

M.R.VALCARCEL SISO

Qualité : - ~~Membre~~ - ~~Suppléant~~ - Observateur

Ajouter à la fin de l'alinéa :

Afin de promouvoir un développement de l'ensemble de ~~la Communauté~~ **l'Union**, celle-ci développe et poursuit son action tendant au renforcement de sa cohésion économique et sociale, **notamment à travers le soutien de la coopération trans-européenne.**

En particulier, ~~la Communauté~~ l'Union vise à réduire l'écart entre les niveaux de développement des diverses régions et le retard des régions ou îles les moins favorisées, y compris les zones rurales. A cet égard, l'Union prend en compte les handicaps structurels liés à l'insularité, l'éloignement, la montagne et la faible densité de population, notamment lorsque ceux-ci sont cumulés ou aggravés.

FICHE AMENDEMENT 15

II ÈME PARTIE : LES POLITIQUES ET LA MISE EN OEUVRE DES ACTIONS DE L'UNION

Proposition d'amendement pour le Titre III et les : clauses 78 à 82

Déposée par: M.J.CHABERT

M.M.DAMMEYER

M.P.DEWAEL

Mme C. du GRANRUT

M.C.MARTINI

M.R.VALCARCEL SISO

Qualité : - ~~Membre~~ - ~~Suppléant~~ - Observateur

Compléter le titre et systématiquement les clauses 78 à 82 comme suit :

"Cohésion économique, sociale et territoriale"

II ÈME PARTIE : LES POLITIQUES ET LA MISE EN OEUVRE DES ACTIONS DE L'UNION

Proposition d'amendement pour le Titre III et les : clauses 79

Déposée par: M.J.CHABERT

M.M.DAMMEYER

M.P.DEWAEL

Mme C. du GRANRUT

M.C.MARTINI

M.R.VALCARCEL SISO

Qualité : - Membre - Suppléant - Observateur

Ajouter paragraphe 1 :

Les États membres conduisent leur politique économique et la coordonnent en vue également d'atteindre les objectifs visés à [l'article 158]. La formulation et la mise en oeuvre des politiques et actions de ~~la Communauté~~ l'Union ainsi que la mise en oeuvre du marché intérieur prennent en compte les objectifs visés à [l'article 158] et participent à leur réalisation. 71 ~~La Communauté~~ L'Union soutient aussi cette réalisation par l'action qu'elle mène au travers des fonds à finalité structurelle (Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, section «orientation»; Fonds social européen; Fonds européen de développement régional et initiatives communautaires) , de la Banque européenne d'investissement et des autres instruments financiers existants.

Ajouter à la fin du paragraphe 3 :

La loi ou la loi-cadre européenne est adoptée **après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions**. Pour les mesures relatives à la coopération trans-européenne, la loi ou la loi cadre est adoptée après approbation du Comité des régions.

II ÈME PARTIE : LES POLITIQUES ET LA MISE EN OEUVRE DES ACTIONS DE L'UNION

Proposition d'amendement pour la : clause 89

Déposée par: M.J.CHABERT

M.M.DAMMEYER

M.P.DEWAEL

Mme C. du GRANRUT

M.C.MARTINI

M.R.VALCARCEL SISO

Qualité : - Membre - Suppléant - Observateur

2. La Commission, ~~en tenant compte des travaux de la conférence prévue au paragraphe 1,~~ présente, après consultation du Comité des régions et du Comité économique et social et ~~dans un délai de deux ans à compter de l'entrée en vigueur du présent traité,~~ des propositions en ce qui concerne l'élaboration et la mise en oeuvre de la politique agricole commune, y compris la substitution aux organisations nationales de l'une des formes d'organisation commune prévues à [l'article 34, paragraphe 1,] ainsi que la mise en oeuvre des mesures ~~spécialement~~ mentionnées au [présent titre].

Ces propositions ~~doivent tenir~~ tiennent compte de l'interdépendance des questions agricoles évoquées au présent titre.

~~Sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen, le Conseil, statuant à la majorité qualifiée arrête des règlements ou des directives, ou prend~~ Le Conseil, sur proposition de la Commission, adopte des lois européennes/règlements européens, des lois-cadre européennes, des décisions européennes, ~~sans préjudice~~ et des recommandations ~~qu'il pourrait formuler.~~ Il statue après consultation du Parlement européen et du Comité des régions.

FICHE AMENDEMENT 18

PARTIE II : LES POLITIQUES ET LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS DE L'UNION

Proposition d'amendement pour la : Clause 268

Déposée par: M.J.CHABERT

M.M.DAMMEYER

M.P.DEWAEL

Mme C. du GRANRUT

M.C.MARTINI

M.R.VALCARCEL SISO

Qualité : - Membre - ~~Suppléant~~ - Observateur

Biffer à l'alinéa §1 :

Il est institué un comité (*biffer: à caractère consultatif*), ci-après dénommé "Comité des régions", composé de représentants des collectivités régionales et locales qui sont soit titulaires d'un mandat électoral au sein d'une collectivité régionale ou locale, soit politiquement responsables devant une assemblée élue.

Remplacer et ajouter dans le 3^{ème} alinéa comme suit :

Les membres du Comité ainsi qu'un nombre égal de suppléants sont nommés, sur proposition des États membres respectifs, pour quatre cinq ans à compter du 1^{er} juillet 2009.

FICHE AMENDEMENT 19

PARTIE II : LES POLITIQUES ET LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS DE L'UNION

Proposition d'amendement pour la : Clause 269

Déposée par: M.J.CHABERT

M.M.DAMMEYER

M.P.DEWAEL

Mme C. du GRANRUT

M.C.MARTINI

M.R.VALCARCEL SISO

Qualité : - Membre - ~~Suppléant~~ - Observateur

Modifier comme suit :

Le Comité des régions désigne parmi ses membres son président et son bureau *(biffer: pour une durée de deux ans)*

Il ~~établit~~ adopte son règlement intérieur.

Le Comité est convoqué par son président à la demande du Parlement européen, du Conseil ou de la Commission. Il peut également se réunir de sa propre initiative.

FICHE AMENDEMENT 20

PARTIE II : LES POLITIQUES ET LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS DE L'UNION

Proposition d'amendement pour la : Clause 270

Déposée par: M.J.CHABERT

M.M.DAMMEYER

M.P.DEWAEL

Mme C. du GRANRUT

M.C.MARTINI

M.R.VALCARCEL SISO

Qualité : - Membre - ~~Suppléant~~ - Observateur

a) modifier alinéa 1 comme suit :

Le Comité des régions est consulté par le Parlement européen, le Conseil ou par la Commission sur les mesures prévues aux clauses 9, 12, 18, 22, 23, 24, 25, 28, 31, 32, 51, 52, 53, 62, 63, 64, 66, 70, 73, 77, 79, 81, 82, 89, 92, 94, 96, 100, 105, 107, 111, 112, 113, 114, 116, 122, 123, 125, 126, 127, 128, 129. Il suit, en tant qu'observateur, pour ces mêmes domaines la procédure législative.

b) Insérer après le 3^{ème} alinéa un nouvel alinéa libellé comme suit :

Le Comité a le droit d'adresser des questions écrites et orales à la Commission.

c) Ajouter après le 5^{ème} alinéa un nouvel alinéa libellé comme suit :

Le Conseil et la Commission présentent régulièrement un rapport motivé relatif aux mesures prises suite aux avis du Comité

FICHE AMENDEMENT 21

II ÈME PARTIE : LES POLITIQUES ET LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS DE L'UNION

Proposition d'amendement pour la : Clause 289

Déposée par: M.J.CHABERT

M.M.DAMMEYER

M.P.DEWAEL

Mme C. du GRANRUT

M.C.MARTINI

M.R.VALCARCEL SISO

Qualité : - ~~Membre~~ - ~~Suppléant~~ - Observateur

Le Conseil, ~~statuant à la majorité qualifiée, arrête, sur proposition de la Commission et après consultation des autres institutions intéressées,~~ adopte à la majorité qualifiée le statut des fonctionnaires des Communautés européennes de l'Union et le régime applicable aux autres agents de ces Communautés de l'Union. Il statue après consultation des autres institutions et organes intéressés.

FICHE AMENDEMENT 22

II ÈME PARTIE : LES POLITIQUES ET LA MISE EN OEUVRE DES ACTIONS DE L'UNION

Proposition d'amendement à l'Article : Clause 299 §2

Déposée par: M.J.CHABERT

M.M.DAMMEYER

M.P.DEWAEL

Mme C. du GRANRUT

M.C.MARTINI

M.R.VALCARCEL SISO

Qualité : - ~~Membre~~ - ~~Suppléant~~ - Observateur

Biffer le 2^{ème} alinéa car son contenu doit être traité en même temps que les autres "clauses horizontales générales" (p. 181 -182).
